



Agir par la Culture

2018

ANALYSE #19

DE NOUVEAUX ESPACES DE CONTESTATION ?

RETOUR SUR LE 1^{ER} MAI PARISIEN DE 2018

Par **Jean-François Pontégnie**

Administrateur de Présence et Action

Membre du comité de rédaction

d'« Agir par la Culture »



Avec le soutien de la Fédération
Wallonie-Bruxelles

DE NOUVEAUX ESPACES DE CONTESTATION ?

RETOUR SUR LE 1^{ER} MAI PARISIEN DE 2018

Par **Jean-François Pontégnie**

Administrateur de Présence et Action

Membre du comité de rédaction

d'« Agir par la Culture »

Les mouvements sociaux sont depuis fort longtemps écartelés entre le réformisme et la radicalité. Il apparaît que lors de la journée du 1^{er} mai 2018, ce « vieux » débat s'est inscrit dans l'espace, puisque la manifestation institutionnelle est restée à quai (ou presque) tandis que, comme un écho aux expérimentations des ZAD, se déployait un cortège plus radical, dont la « diversité des tactiques » s'est trouvée (quasi) unanimement condamnée et que fleurissaient les appels à la répression. Il nous a semblé intéressant de revenir sur la façon dont se sont déroulés les événements et, avec le recul nécessaire, de nous demander s'il l'on ne pouvait pas voir dans le cours actuel de la reconfiguration des luttes un monde en cours d'invention, perpétuelle espère-t-on, et porteur d'espoir...

RÉFORMISME ET RADICALITÉ

Il apparaît assez clairement qu'une ligne de fracture traverse les mouvements sociaux, qui sépare celles et ceux qu'on pourrait appeler les sociaux-démocrates (ou les réformistes¹) de celles et ceux qui sont radicalement « anti » : système, capitalisme, etc. De chaque côté de la ligne, les situations sont elles-mêmes fort nuancées : un syndicat (toujours traversé de nombreuses tendances) n'est pas un mouvement de type écologiste comme Greenpeace, ni une plate-forme citoyenne d'aide aux migrants ni encore Attac. Par ailleurs, au sein des associations, des mouvements, des syndicats peuvent exister des tendances anticapitalistes, par exemple. Ce sont les considérations internes qui commandent les fluctuations de leur positionnement : on peut estimer qu'il vaut mieux faire taire un temps les divergences pour participer à une grève ou à un cortège et, le cas échéant, pour y faire valoir son propre message ou son analyse, on peut aussi parfois juger bon de se désolidariser de manifestations dont les mots d'ordre sont discutables, etc.

1. Au sens où « le réformisme désigne des doctrines politiques visant à améliorer les structures existantes, économiques et sociales, par des modifications progressives des lois »

<https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9formisme>

UNE RUPTURE SPATIALE

Quoi qu'il en soit, la manifestation du premier mai 2018 à Paris a rendu concrète cette fracture : le cortège syndical (et politique, les partis de gauche étant tous représentés : PS, PC, Insoumis, NPA, etc.) n'aura jamais pu suivre le parcours prévu, parce qu'à côté ou plutôt devant le cortège « officiel » s'était installée une très large palette de mouvements sociaux : des étudiants en lutte, des collectifs de sans-papiers, la mouvance anarchiste, etc. Un cortège d'« autonomes » ou, en tout cas, de personnes ayant choisi de ne pas intégrer le cortège « traditionnel »...

LCI² décrit ainsi le départ de la manifestation : « dans le cortège emmené par les "black blocs", quelques slogans sont scandés. [...] Des pétards éclatent. Signal de départ ? Les jeunes casqués sortent des fumigènes colorés, tapent dans les mains. Et le cortège s'ébranle. Derrière la tête, c'est plus calme. Mais toujours pas trace des syndicats. Des jeunes, beaucoup, visage découvert cette fois, avec les traditionnelles pancartes, "À l'assaut du ciel", signé Tolbiac³. "La lutte paie plus que ton patron". Des parents. Quelques enfants. Une petite fille inquiète que rassure sa mère : "Tu sais, ce ne sont que des fumigènes, de la fumée". Tous les âges, en fait. Au loin, on entend la musique des chars syndicaux [...] toujours bloqués [...]. Ils attendent. La manif leur a échappé. »

Occupant l'extrême tête du cortège, les Black Blocs sont très rapidement entrés en action (abribus, panneaux publicitaires, mobilier urbain sont détruits et des pavés, descellés). Pour le coup, les autres « manifestants deviennent badauds, qui regardent les choses se faire.⁴ »

Francis Dupuis-Déri⁵ explique que « cette pratique du cortège de tête où se mêlent des militants radicaux non cagoulés avec des Black Blocs offre à ces derniers des marges de manœuvre tactique face aux forces de l'ordre ». Plus que de la tolérance, c'est donc un appui qui s'est physiquement exprimé. Hugo Melchior⁶, doctorant en histoire contemporaine à Rennes, complète : le 1^{er} mai, « les Black Blocs étaient enchâssés dans le cortège de tête, qui leur fournissait une protection, une clôture face aux forces de l'ordre ».

De cette description⁷, il ressort assez clairement que prévalait dans cette manifestation-là le « respect de la diversité des tactiques⁸ ». Sibylle Laurent raconte d'ailleurs (nous soulignons) : « deux jeunes en noir [...] surgissent, et graffent un abribus [...] "C'est l'amour à la ZAD". Les jeunes cagoulés repartent. Surviennent deux autres jeunes, autre genre – dreadlocks et fleurs –, affiches anti-pub à la main. "Ah mince, on les colle où, pour pas masquer le tag ?" Respect des luttes oblige. »

« RÉACTIONS »

Le bilan final du 1^{er} mai parisien est le suivant : « 31 commerces dégradés, dont 2 incendiés, 6 voitures incendiées et 10 dégradées, selon la préfecture de police de Paris. Selon la même source, on ne déplore que quatre blessés légers (un CRS

2. Sibylle Laurent, *Manif' du 1^{er} Mai à Paris : entre « black blocs » et syndicats, la bataille pour la tête de cortège* www.lci.fr/societe/manif-du-1er-mai-a-paris-entre-black-blocs-et-syndicats-la-bataille-pour-la-tete-de-cortege-2086110.html

3. Une université longtemps occupée pour protester contre les réformes en cours en France.

4. *Manif' du 1^{er} Mai à Paris : entre « black blocs » et syndicats...*, op. cit.

5. Cité dans : Christian Losson, Willy le Devin Et Laure Bretton, *Black Blocs : de Macron au capitalisme, les raisons de la colère* www.liberation.fr/france/2018/05/02/black-blocs-de-macron-au-capitalisme-les-raisons-de-la-colere_1647382

6. Ibid.

7. Et des chiffres : 1.200 Black Blocs et plus de 13.000 « badauds », pour reprendre le mot de Sibylle Laurent.

8. Le principe de « respect de la diversité des tactiques » vise à tenir compte de l'autonomie politique et reconnaît la légitimité de l'hétérogénéité des formes de contestation (qui peuvent aller du théâtre de rue aux frappes contre des cibles symboliques voire à l'affrontement avec les policiers) : « le respect de la diversité des tactiques relève donc en principe d'un idéal d'autonomie s'articulant autour d'une définition radicale des principes de liberté et d'égalité. [...] Les membres des Black Blocs et leurs alliés considèrent que ceux et celles qui agissent politiquement doivent définir collectivement les modalités de leurs actions pour qu'ils puissent être dits égaux et libres. »

Francis Dupuis-Déri *Penser l'action directe des Black Blocs*. Politix, vol. 17, n°68, 2004. Militants de l'altermondialisation

www.persee.fr/doc/polix_0295-2319_2004_num_17_68_1639

qui a reçu un pavé dans le dos et trois manifestants)⁹».

Après (et pendant) quoi, ont fusé les réactions. Outrées, comme il se doit. Étranges parfois. Florilège...¹⁰

Du côté de l'État, des forces de l'ordre, des représentants politiques de la majorité :

- > « Dans un communiqué intitulé “Une gestion démocratique de la foule à revoir”, le syndicat Unsa police [...] s'interroge [...] sur la gestion des fauteurs de trouble. “Comment est-il possible que 1.200 individus puissent se passer le mot, s'organiser, se déplacer, se réunir en plein Paris, sans que le moindre ordre d'interpellation en amont n'ait été donné au préalable [...]” ».
- > « Emmanuel Macron a condamné mardi “avec une absolue fermeté les violences qui ont eu lieu aujourd'hui et qui ont dévoyé les cortèges du 1^{er} Mai”, dans un message sur Twitter. “Tout sera fait pour que leurs auteurs soient identifiés et tenus responsables de leurs actes”, a ajouté le président. »
- > « Le ministre de l'intérieur Gérard Collomb a déclaré que “nous ne pouvons pas accepter qu'un certain nombre de personnes appellent à la violence, à la casse”. “Les faits commis sont condamnables, et ils seront condamnés”, a assuré le ministre, ajoutant qu'il ne “confondrai[t] jamais le droit de manifester, qui est légitime, et la casse de certains groupes qui appellent à l'insurrection contre les forces de l'ordre”. »
- > « Le premier ministre Edouard Philippe [a] condamné “l'irresponsabilité des discours radicaux qui encouragent de tels agissements”. Dans un communiqué, le premier ministre “condamne avec la plus grande fermeté ces violences” en saluant “le professionnalisme des forces de l'ordre” qui ont “su répondre avec maîtrise” à “des actes d'une grande violence”. »

Du côté de l'opposition (de droite, de gauche, syndicale) :

- > « Le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, ne décolère pas, et pointe du doigt le préfet de police et le ministre de l'Intérieur. C'est à eux “de prendre les mesures pour que de telles choses ne se passent pas”, a-t-il notamment dénoncé. Il a aussi fait part de son incompréhension. Ces individus (les Black Blocs) sont “repérables”, a-t-il estimé : “Pourquoi nous on le voit, et qu'il ne se passe rien, et que la manifestation d'après ça recommence?”, a-t-il demandé sur France-Inter, en indiquant alerter “les différents préfets, les différents ministres de l'Intérieur” depuis “deux ans”. »
- > « Le Premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, a réclamé une commission d'enquête parlementaire, notamment pour faire la lumière sur la “chaîne de commandement” : “La question qui est posée aujourd'hui est de savoir pourquoi les forces de l'ordre ont tardé à intervenir.” »
- > « Benoît Hamon, le chef de file du mouvement Génération.s, a pour sa part déploré, également sur Twitter, “le fracas des violences” qui “contraint au silence les milliers de manifestants démocrates et pacifiques qui avaient tant à dire, tant à revendiquer et à défendre légitimement aujourd'hui”. »
- > « Jean-Luc Mélenchon, chef de file de La France insoumise à l'Assemblée, dénonce les “insupportables violences contre la manifestation du 1^{er} Mai” à Paris, en accusant “des bandes d'extrême droite” d'être l'auteur des

9. *Manifestation du 1^{er} Mai: des violences, et maintenant des questions* par L'Obs www.nouvelobs.com/societe/20180502.OBS6048/manifestation-du-1er-mai-des-violences-et-maintenant-des-questions.html

10. Les citations sont extraites de :
> *Manifestation du 1^{er} Mai: des violences, et maintenant des questions*, op. cit.
> LIVE. Revivez la journée de manifestation du 1^{er} Mai www.lemonde.fr/politique/live/2018/05/01/manifestations-du-1er-mai-suivez-en-direct-la-journee-internationale-des-travailleurs_5292958_823448.html

dégradations et heurts qui sont survenus en marge du défilé syndical. *“Insupportables violences contre la manifestation du 1^{er} Mai. Sans doute des bandes d’extrême droite”, a tweeté le leader de la France insoumise, quand les black blocs se réclament souvent de l’antifascisme, de l’anarchisme ou de l’autonomie.»*

> *« Dans une réponse presque en miroir, Marine Le Pen a appelé mardi à la dissolution “des milices d’extrême gauche” après les heurts survenus en marge du défilé syndical du 1^{er} Mai à Paris. “Ces milices d’extrême gauche devraient être dissoutes depuis bien longtemps. Mais le problème, c’est que le pouvoir de gauche fait preuve à leur égard d’une mansuétude et maintenant on peut presque dire d’une complicité”, a dénoncé la présidente du Front national.»*

> *« Quant à Laurent Wauquiez, président des Républicains, il a condamné la “faillite de l’État régalien”. “Il est urgent de rétablir l’autorité : soutien total à nos forces de l’ordre qui font face à ces voyous”, a-t-il écrit sur Twitter.»*

L'ÉTOUFFOIR

La droite tient un discours attendu, qui articule une logique propre au pouvoir :

- > un appel à la répression préventive dans le chef d’un syndicat policier
- > l’« absolue fermeté » des condamnations ministérielles
- > les promesses de poursuites judiciaires
- > et la dénonciations des « appels à l’insurrection » ou « de l’irresponsabilité des discours radicaux ».

Si l’on veut bien s’abstraire des postures politiciennes, le discours de l’opposition est en totale adéquation avec celui auquel il prétend s’opposer. Ainsi pour la CGT, en somme, la police ne cogne pas assez fort : on reproche au préfet de police et au ministre de l’Intérieur de ne pas prendre assez de « mesures pour que de telles choses ne se passent pas ». Même discours du côté du PS : c’est la « chaîne de commandement » qui est remise en cause. Les deux sont rejoints par la droite dure de M. Wauquiez qui évoque l’urgence du rétablissement de l’autorité. Le discours de B. Hamon « déplore » très classiquement la violence qui réduirait au silence les gentils manifestants.

L’extrême-droite, quant à elle, donne dans l’habituelle inversion du sens : les Black Blocs ne sont en effet en aucun cas des « milices » : ils en sont l’exact opposé ; les milices contemporaines sont au demeurant des créations de l’extrême-droite. La sortie de M. Mélenchon, elle, confine au surréalisme (ou, comme on voudra : au déni de réalité) : les Black Blocs et le cortège de tête du 1^{er} mai n’ont jamais, ni de près ni de loin, eu quoi que ce soit à avoir avec l’extrême-droite.

Ce déferlement de fermes condamnations, d’appels à la répression préventive ou *in situ*, de promesses de poursuites judiciaires, de dénonciation d’une violence jamais qualifiée (et toujours disqualifiée) vient de *partout* et se trouve de surcroît saupoudré d’une bonne dose de confusion idéologique (pour le dire poliment).

Cette unanimité institutionnelle est littéralement *étouffante*. Elle ne prend, d'une part, pas acte des faits – un cortège autonome a littéralement laissé sur place la manifestation classique – et elle ignore d'autre part le message multiforme mais cohérent que portaient les manifestants : cette « *négation de nouvelles formes sociales est une violence radicale* », écrit Hugues Bazin¹¹. Elle laisse d'ailleurs aux forces policières et judiciaires – à la violence propre à l'État : légitime, dit-on – le soin de « gérer » le tout.

UN AVEUGLEMENT VOLONTAIRE ?

Hugues Bazin¹² parle (notamment à propos du 1^{er} mai parisien) d'un « *espace qui pousse du milieu* » c'est-à-dire « *qui s'échafaude à l'intérieur même du mouvement social, repoussant les frontières instituées sectorielles, créant son propre cadre d'expérience.* »

On pourrait ajouter que l'« *espace qui pousse* » se situe aussi – et peut-être : surtout – entre les deux faces de ce que François Cusset¹³ appelle le « *scénario du pire* » à savoir d'un côté « *une violence nihiliste, anomique, insensée* » et de l'autre « *les compensations politiques et religieuses excluantes qui n'ont pas par hasard un succès croissant partout dans le monde* ».

C'est dès lors une question démocratique essentielle qui se pose : la structuration contemporaine du champ politique et de la sphère institutionnelle conduit leurs tenants à ignorer (volontairement ou non) que s'ouvre un espace entre ce qu'on nommera très rapidement, en paraphrasant François Cusset, le terrorisme (nihiliste) et la réaction la plus obtuse : religieuse et/ou démagogue – les exemples ne manquent pas de Viktor Orbán en Hongrie à Donald Trump aux USA en passant par l'extrême-droite italienne de Matteo Salvini ou autrichienne du FPÖ : tous au pouvoir du reste.

« L'APPEL DES GRANDS ESPACES »

On constate donc que, radicalement en dehors de l'action nihiliste ou du choix fascistoïde, se dessine de plus en plus clairement une aspiration à la construction d'espaces nouveaux : c'est ce qui s'est passé à Paris le 1^{er} mai, un espace s'est *physiquement* et *symboliquement* creusé entre les protestataires institutionnels et les contestataires autonomes. Il s'est passé là quelque chose qui entre nettement en résonance avec la création de ZAD : ces espaces destinés à l'aménagement (d'aéroport, à Notre-Dame des Landes, de barrage, à Sivens, d'enfouissement de déchets nucléaires, à Bure, etc.) et qui, devenus des « zones à défendre », se trouvent occupées par des troupes hétéroclites bricolant d'autres mondes¹⁴ et sont, le cas échéant, défendues par des Black Blocs.

Cette création d'espaces, d'interstices, « *signale que [...] les mots ne suffisent plus, ni le vieux théâtre de la discussion dite « démocratique », avec ses négociations biaisées et ses promesses électorales. On agit, dorénavant, manuellement et*

11. Hugues Bazin *Défilé du 1^{er} Mai à Paris, ce que nous dit le cortège de tête* <https://blogs.mediapart.fr/hugues-bazin/blog/030518/defile-du-1er-mai-paris-ce-que-nous-dit-le-cortège-de-tete>

12. Ibid.

13. François Cusset, *Le déchaînement du monde*, La Découverte (Cahiers libres), 2018.

14. À propos de la Zad de Notre-Dame des Landes, Vincent Tardieu par exemple évoque avec bienveillance « *toutes ces formes [...] hybrides, confuses, d'installation sans acquisition propre, par des pluriactifs, des cotisants solidaires, des personnes au RSA ou pire par des « sans statut »* » Vincent Tardieu, *Notre-Dame-des-Landes : que la Ferme des 100 Noms ne devienne pas celle des sans noms !* www.colibris-lemouvement.org/magazine/notre-dame-landes-que-ferme-100-noms-ne-devienne-pas-celle-sans-noms

stratégiquement, on bricole, on s'organise. On n'attend plus des pouvoirs en place, ni des débats sur l'agora, les améliorations qu'ils promettent depuis un demi-siècle sans qu'elles n'aient jamais lieu. On mise cette fois sur l'action collective, précise, durable, déterminée», explique François Cusset.¹⁵

Les ZAD, les occupations d'universités, la création d'espaces par l'occupation des places publiques sont en réalité le signal d'un réveil qui « *a pour enjeu [la] substitution [...] de la colère à la peur, et celle de l'action sous toutes ses formes – y compris, si besoin, une violence ponctuelle, défensive, instrumentale, à visée émancipatrice – à la violence aveugle des nihilistes, à la violence excluante des nouveaux réactionnaires, et toujours à la violence dominante qui, partout, est passivement endurée* ». ¹⁶

Et, c'est peut-être bien ce dernier point, le rejet radical de cette dernière forme de violence – et dès lors : de l'hégémonie du « *capitalisme pourrissant [qui] secrète de la violence et de la peur à haute dose* » ¹⁷ – qui est finalement insupportable à tous les pouvoirs (y compris, on l'a vu à celui de l'opposition institutionnelle).

C'est sans doute pourquoi se manifeste de plus en plus clairement la volonté de procéder à « *la fermeture de ces espaces par la force militaro-policière* », au demeurant souvent disproportionnée ¹⁸ – on a par exemple vu à Notre-Dame des Landes 2.500 gendarmes appuyés par un imposant déploiement d'engins militaires, tirer plus de 10.000 grenades diverses (et chargées d'une part d'explosifs) pour déloger quelques petites centaines de personnes d'une trentaine de squats... Selon France-Inter, « *jamais, depuis 1968, autant membres des forces de l'ordre n'avaient été mobilisés sur une opération de maintien de l'ordre en métropole* ». Dont coût journalier : 300.000 euros. La facture totale du projet d'éradication de la ZAD de Notre-Dame des Landes atteint, estime-t-on, les 4 millions d'euros...

C'est là le prix de la répression, inspirée par la peur que naisse et se développe au cœur des interstices nouveaux « *un imaginaire instituant d'une autre société* ». Il suffirait en effet « *que le voile se déchire, pour que s'écroule l'idéologie de la modernité, où le monde se conçoit comme la croissance indéfinie de sa propre capacité de croissance, cette idée de progrès qui prétend régir l'entière de l'espace-temps du local à l'international* ». ¹⁹

15. *Le déchaînement du monde*. Op. cit.

16. Ibid.

17. Selon le mot de Daniel Bensaid, cité par François Cusset (op.cit.)

18. www.franceinter.fr/societe/les-operations-a-notre-dame-des-landes-coutent-300-000-euros-par-jour-a-l-etat L'affaire ne se limite pas aux ZAD, naturellement. De façon générale, les budgets policiers, répressifs et punitifs sont en augmentation constante.

19. *Défilé du 1^{er} Mai à Paris, ce que nous dit le cortège de tête*. Op. cit.